

## LE POINT DE VUE DE LA SEMAINE

Entretien avec Arlette Grosskost, député (UMP) du Haut-Rhin  
« C'est un peu dur de se faire violer et de devoir, en plus, faire semblant d'avoir joui ! »

**Arlette Grosskost, avocate d'affaires, est entrée à l'Assemblée en 2002 en battant un certain... Jean-Marie Bockel. En 2007, face à un socialiste soutenu par Bockel, elle a été réélue en augmentant son score du premier tour de 19 points ! Or non seulement c'est Bockel qui est entré au gouvernement, mais il veut maintenant que l'UMP la mette au pas ! Et Devedjian a obtenu ! La direction de l'UMP doit décider de son sort ce mercredi.**

**Minute : Jeudi dernier, vous avez dénoncé une « ingérence » de Jean-Marie Bockel au sein de l'UMP. Pourquoi ?**

**Arlette Grosskost :** Parce qu'il y a de quoi ! Au nom de la politique d'ouverture dont il a bénéficié, le secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants et maire de Mulhouse a demandé à l'UMP des sanctions à mon encontre. J'ai trouvé grotesque – et un peu fort de café – que cet ancien socialiste, aujourd'hui à la tête d'un groupuscule nommé Gauche moderne, puisse en appeler aux instances nationales de l'UMP pour régler ses affaires locales avec un député gaulliste de toujours !

**Que s'est-il passé ?**

**Bockel** estime que j'ai mené campagne contre lui aux municipales de Mulhouse, d'où son score minable : malgré le soutien de l'UMP, il n'a emporté la mairie qu'avec un écart de 168 voix dans une ville de droite qui compte 112 000 habitants ! Faire de moi la seule responsable de cette situation ridicule, c'est me prêter une influence que je n'ai pas...

La réalité est bien plus simple. La liste Bockel, soutenue par le gouvernement, allait de la gauche socialiste mulhousienne qui voulait garder sa place – et opportunément rebaptisée Gauche mo-



derne – à quelques UMP que j'avais mis en place par le passé, en passant par des Verts et autres formations improbables... C'était un fatras hétéroclite qui, à juste titre, a désorienté ou démobilisé les électeurs. Il y a d'ailleurs eu 50 % d'abstention. Et je pense que les Mulhousiens, votant traditionnellement à droite, ont voulu donner une leçon à Bockel sans toutefois virer à gauche.

**Pourquoi n'étiez-vous pas tête de liste ?**

C'est à la commission d'investiture de l'UMP que vous devez poser la question ! En 2007, j'ai obtenu plus de 56 % dans cette circonscription au deuxième tour. On a peut-être jugé que c'était insuffisant pour battre la gauche ? A moins que l'« on » ait souhaité faire d'une région qui est un bastion électoral fiable, un laboratoire de l'ouverture... Le 26 août dernier, j'ai rencontré **Nicolas Sarkozy** à l'Élysée. On m'a proposé d'être le premier adjoint de Jean-Marie Bockel dans le cadre de la politique « d'ouverture ». J'ai refusé, car je ne souhaite pas trahir mes électeurs. En revanche, celui qui était mon suppléant depuis de nombreuses années, **Jean Rottner**, s'est montré plus souple. Il a accepté de cautionner Bockel contre un bon poste...

**Autrement dit, c'est un traître ?**

Le dicton populaire n'est-il pas « qui se ressemble s'assemble » ? C'est évidemment un homme ouvert à toutes les

compromissions, il appartenait anciennement à l'UDF, mais, non reconnu par ses pairs, il a rejoint l'UMP, avec de toute évidence déjà des arrière-pensées.

**Vous n'avez pas monté votre propre liste ?**

Non. Je reste solidaire de l'UMP. En revanche, je suis également fidèle à mes électeurs. Entre les deux tours, j'ai donc annoncé que je voterai blanc.

**Quelle est votre position aujourd'hui, sur le plan local ?**

Je suis le député UMP de Mulhouse ! Mais je me trouve de fait dans une opposition locale, car je n'entends pas que la Gauche moderne et les autres factions de gauche de la liste Bockel fassent un hold-up sur l'UMP.

Après son élection, Bockel a aussitôt nommé 21 adjoints au maire ! C'était indispensable pour récompenser toute sa clientèle, mais c'est pléthorique, et cela entraînera de facto le gaspillage des deniers publics. Pire : dès le 31 mars, pour la réélection du bureau de la communauté d'agglomération de Mulhouse (Camsa), Jean-Marie Bockel, élu avec le soutien de l'UMP et membre du gouvernement **Fillon**, a fait élire comme président **Jo Spiegel**, et comme premier vice-président **Antoine Homé**, connus tous les deux comme socialistes sectaires !

On a là un parfait résumé de la démarche opportuniste de Jean-Marie Bockel : il se rallie au gouvernement UMP au niveau national mais favorise ses réseaux socialistes au niveau local ! Ce qui revient à dire que l'UMP a cautionné l'élection d'un socialiste à la tête de la Camsa, qui représente le véritable centre du pouvoir local ! Si Nicolas Sarkozy accepte cela, c'est son problème. Mais en ce qui me concerne, c'est une hypocrisie dont je ne pouvais être solidaire, et je l'ai clairement affirmé.

**Résultat ?**

Je lis dans la presse que Jean-Marie Bockel a enjoint **Patrick Devedjian** de « régler le cas Grosskost ». Il a exigé une sanction « définitive » contre moi !

**Le secrétaire général de l'UMP vous a ordonné de rentrer dans le rang ?**

Oui. Et je lui ai répondu que c'était un peu trop dur de se faire violer et de devoir, en plus, faire semblant d'avoir joui !

**Réponse de Devedjian ?**

Ce qui est grave, selon lui, c'est d'avoir

« contesté la stratégie présidentielle »... A l'heure où je vous parle, une réunion du bureau politique est prévue, mercredi 9 avril, pour sanctionner les « rebelles » qui se sont opposés aux investitures arbitraires de l'UMP. Je pense par exemple à **Anne-Marie Monchamp**, **Marie-Jo Zimmermann**, **Catherine Vautrin** et à quelques autres, dont moi, évidemment... Il y a eu beaucoup de femmes « dissidentes » et pourtant le président a déploré le peu de femmes « tête de liste » alors qu'elles n'ont pas été investies ! A l'issue de ce « happening », nous saurons qui sont les « tondues » et les « pendues » de l'UMP... Celles qui seront « seulement » sanctionnées et celles qui seront exclues.

**Vous échapperez vraisemblablement aux deux, puisqu'il se dit que vous allez rejoindre le CNI...**

Eh bien, vous me l'apprenez ! Jusqu'à preuve du contraire, je suis gaulliste et membre de l'UMP.

Il est vrai que lors d'une conversation à la buvette de l'Assemblée, en compagnie de quelques amis des diverses tendances de la droite, j'ai dit qu'il fallait que les parlementaires UMP cessent de se laisser marcher sur les pieds et réagissent ! J'ai également dit que, si Nicolas Sarkozy estimait que l'ouverture avait apporté quelque chose, ce n'était que son point de vue. Selon moi, cela n'avait débouché que sur la confusion générale... Beaucoup de mes collègues l'ont confirmé, sans pour autant avoir le courage de le dire haut et fort. On a pu en tirer des conclusions hâtives. Mais si je respecte et apprécie beaucoup les militants et élus du CNI, la question d'un rapprochement n'est pas à l'ordre du jour. En revanche, je peux vous donner une autre piste d'article : j'ai été approchée par un courant politique dont les rangs manquent cruellement de femmes<sup>(1)</sup>.

**Qui ? Qui ?**

Nous en discuterons à l'occasion...

**Si vous êtes virée de l'UMP mercredi, par exemple ?**

(Rires) Par exemple ! Il est évident que si je suis exclue de mon parti, je continuerai le combat avec d'autres, les propositions ne manquent pas ! ■

**Propos recueillis par Patrick Cousteau**

**1. Les paris sont donc ouverts. Pour notre part, nous misons sur Debout la République, le parti gaulliste de Nicolas Dupont-Aignan. A suivre...**